

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P)**

**MARCHE DE FOURNITURE, INSTALLATION ET MAINTENANCE DE CASIER
SECURISES AVEC BIOMETRIE PAKMAIRE POUR LE STOCKAGE ET LE SUIVI
DES ARMES EN ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DE LA DISP DE
TOULOUSE**

Marché passé selon la procédure de passation d'appel d'offres ouvert

NUMERO DE MARCHE

2025 005 10 254 00

**DISP Toulouse
2 Boulevard Armand-Duportal CS81501
31015 Toulouse Cedex 6**

Département du budget et des finances

Unité des achats et des marchés publics



Labellisation ministère de la Justice 2024-2027 »

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE	4
<i>1.1 – INTRODUCTION</i>	<i>4</i>
<i>1.2 – OBJET</i>	<i>4</i>
<i>1.3 – FORME</i>	<i>4</i>
<i>1.4 – DUREE</i>	<i>4</i>
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 : DESCRIPTION TECHNIQUE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS ATTENDUES	5
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
<i>4.1 – VISITE OBLIGATOIRE SUR SITE AVANT EMISSION DU BON DE COMMANDE</i>	<i>5</i>
<i>4.2 – COMMANDES</i>	<i>5</i>
<i>4.3 – LIVRAISON</i>	<i>6</i>
<i>4.4 – CONDITIONNEMENT</i>	<i>6</i>
<i>4.5 – DECHARGEMENT ET INSTALLATION</i>	<i>6</i>
<i>4.6 – EMISSION D'UN BON DE LIVRAISON</i>	<i>6</i>
<i>4.7 – CONDITIONS D'ACCES A L'ETABLISSEMENT</i>	<i>7</i>
<i>4.8 – FIN DU MARCHE</i>	<i>7</i>
ARTICLE 5 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	7
<i>5.1 – VERIFICATION QUANTITATIVES DES PRESTATIONS</i>	<i>7</i>
<i>5.2 – VERIFICATION QUALITATIVES DES PRESTATIONS</i>	<i>8</i>
ARTICLE 6 : CONTINUITE DU SERVICE	8
ARTICLE 7 : GARANTIE ET MAINTENANCE	8
ARTICLE 8 : FORMATION DES PERSONNELS	8
ARTICLE 9 : CLAUSE DE REEXAMEN	8
ARTICLE 10 : CLAUSE MODIFICATIVE DE CONTRAT (AVENANT)	9
ARTICLE 11 : PRIX DU MARCHE	9
ARTICLE 12 : AVANCE	9
<i>12.1 – CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT</i>	<i>10</i>
<i>12.2 – GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE</i>	<i>10</i>
ARTICLE 13 : FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT	10
<i>13.1 – FACTURATION</i>	<i>10</i>

13.2 – REGLEMENT DES FACTURES	11
13.2.1 – Délai de paiement	11
13.2.2 – Comptable assignataire	11
13.3 – INTERÊTS MORATOIRES	11
13.4 – GARANTIES FINANCIERES	11
 ARTICLE 14 : PENALITES	 11
14.1 – PENALITES DE RETARD	12
14.2 – PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	12
 ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	 12
ARTICLE 16 : CARENCE DU TITULAIRE	13
ARTICLE 17 : ASSURANCES	13
ARTICLE 18 : RESILIATION DU MARCHE	13
ARTICLE 19 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES ET FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT	14
ARTICLE 20 : DIFFERENDS	14
ARTICLE 21 : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	17
ARTICLE 22 : CLAUSE SOCIALE DIVERSITE, EGACONDITIONNALITE	17
ARTICLE 23 : CLAUSE PENITENTIAIRE	17
ARTICLE 24 : PROMOTION DE LA DEMARCHE LABELISATION RFAR	18
ARTICLE 25 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.	19

Article premier : Objet du marché

Ce marché est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services.

1.1 – Introduction

La DISP de Toulouse, dans une démarche de sécurité, de suivi du stock et de l'utilisation des armes de poing et des armes d'épaules des personnels de surveillance pénitentiaire, souhaite se doter d'armoires de stockage d'armes dites « intelligentes » composées de plusieurs casiers sécurisés. Dans ce sens, toutes les armureries, non dotées de cet équipement, seront à terme équipées.

La sécurité est un enjeu majeur pour chaque DISP, afin de garantir la sécurité du plus grand nombre, la mise en place de ces équipements s'avère nécessaire. Il est exigé que ces équipements disposent, à minima, d'un dispositif de reconnaissance biométrique palmaire et d'un écran tactile afin que seules les personnes habilitées puissent avoir accès aux casiers.

Afin de garantir que le produit répond aux besoins du pouvoir adjudicateur, qui n'est pas en capacité de le définir à 100% de par les efforts d'adaptation et/ou de conception nécessaires, il sera demandé aux soumissionnaires de répondre pleinement aux besoins énumérés dans le CCTP , et d'apporter des éléments complémentaires compatibles avec l'objet du marché (Prestations supplémentaires éventuelles).

Il convient de distinguer dans la demande du pouvoir adjudicateur, d'une part, les éléments techniques attendus et énumérés dans le CCTP , d'autre part, les éléments techniques non énumérés que chaque candidat jugera bon d'apporter (prestations supplémentaires éventuelles). Les premiers seront jugés sur la base de la grille de notation figurant dans le Règlement de la Consultation.

1.2 – Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison et la maintenance de casiers sécurisés avec biométrie pour le stockage et le suivi des armes des établissements pénitentiaires de la DISP de TOULOUSE.

Les sites pénitentiaires susceptibles d'être concernés par ce marché sont les 16 établissements pénitentiaires gérés par la DISP de Toulouse et ainsi que les 4 Pôles de Rattachement pour l'Extraction Judiciaire (PREJ) et la Base cynotechnique.

Les lieux d'exécution des prestations sont les départements de l'Ariège (09), l'Aude (11), de l'Aveyron (12), du Gard (30), de la Haute-Garonne (31), de l'Hérault (34), des Hautes-Pyrénées (65), de la Lozère (48), des Pyrénées Orientales (66), du Tarn (81) et du Tarn-et-Garonne (82).

1.3 – Forme

L'accord cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouverts.

Il est exécuté par l'émission de bons de commande.

Le montant maximal du présent accord cadre est fixé à 500 000 €, reconductions incluses.

1.4 – Durée

Ce marché est conclu pour une période ferme de 1 an, renouvelable trois fois par reconduction tacite pour une année supplémentaire. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché. Si

l'acheteur ne désire pas reconduire, il se prononce par écrit au moins trois mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

La durée totale du marché ne pourra excéder quatre ans.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de trois mois le terme contractuel du marché.

Les dates d'installations diffèrent selon les sites concernés.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et son annexe
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Bordereau des prix
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services
- Commande type
- L'offre technique du titulaire

Article 3 : Description technique des fournitures et prestations attendues

Les spécifications techniques des fournitures et des prestations attendues au titre du présent marché sont indiquées dans le CCTP.

Article 4 : Modalités d'exécution des prestations

4.1 – Visite obligatoire sur site avant émission du bon de commande

Toute demande d'installation d'une armoire à casiers sécurisés devra faire l'objet d'une visite obligatoire des lieux par le prestataire.

En effet, toutes les structures pénitentiaires de la DISP de TOULOUSE ne sont pas de conceptions identiques, avec des armureries qui peuvent parfois être difficiles d'accès, nécessitant une visite des lieux et parfois même une étude en faisabilité.

Il est rappelé au prestataire qu'il devra pouvoir s'adapter à toutes les caractéristiques des sites visités et être force de proposition.

4.2 – Commandes

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande établis par l'administration. Les bons de commandes sont transmis au titulaire par courriel. Ils comportent obligatoirement un numéro de bon de commande à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison

Il doit mentionner :

- Le numéro du marché
- Le numéro d'engagement juridique dans Chorus
- La DISP et l'(les)établissement(s) pénitentiaire(s) concerné(s)
- Le code du service exécutant, à savoir CGFDJUS031
- La date d'émission de la commande
- Le numéro du bon de commande
- Le(s) lieu(x) de livraison
- Les caractéristiques du produit
- La quantité commandée
- Le prix unitaire HT et TTC
- Le montant HT et TTC de la commande

Le titulaire confirme la réception de la commande par courriel.

4.3 – Livraison

Le titulaire assure la livraison franco de port et d'emballage dans un délai de douze semaines **maximum**, à l'adresse indiquée sur chaque bon de commande, tout en respectant les contraintes de sécurité inhérentes à une entrée dans un établissement pénitentiaire (articles 15 et 22 du présent CCAP).

Il est précisé que les pénalités commenceront à courir à partir du lendemain de la date d'exécution prévue dans le présent marché.

4.4 – Conditionnement

Les emballages devront être solides et dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention.

Ils devront être évacués par le prestataire sitôt l'installation réalisée.

Chaque emballage comportera, de manière très lisible, l'indication en français du contenu et des quantités.

4.5 – Déchargement et installation

Le titulaire assure le déchargement et l'installation des produits commandés au sein de chaque établissement. Les équipements et matériels nécessaires au déchargement seront fournis par le titulaire.

Le nombre de techniciens requis pour chaque livraison sur site sera apprécié par le prestataire ; il ne saurait cependant entraîner un surcoût au titre de la facturation.

Il s'engage à se rapprocher des établissements afin de s'assurer des caractéristiques propres à chaque établissement.

Le non-respect par le titulaire de l'adresse de livraison entraîne un refus de réception des produits par l'administration. Ceux-ci resteront à disposition du titulaire : les coûts de transport seront à sa charge.

4.6 – Emission d'un bon de livraison

Les livraisons seront effectuées directement aux établissements bénéficiaires suivant les besoins aux jours et heures demandés, et seront conformes aux bons de commande.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou un transporteur) devra impérativement être accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le numéro de marché établis

en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Chaque bon de livraison devra mentionner obligatoirement :

- La date d'expédition
- La référence du bon de commande (n° et date)
- L'identification du titulaire du marché
- L'identification et l'adresse de l'établissement pénitentiaire bénéficiaire livré
- Le numéro/référence du marché (n° chorus)
- La date et l'heure de la livraison garantis par l'émargement
- L'identification des produits livrés (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu)
- Le prix détaillé, HT et TTC.

Les livraisons seront effectuées en accord avec chaque site et selon les conditions définies par celui-ci. Les fournisseurs faisant appel à un transporteur devront lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

4.7 – Conditions d'accès à l'établissement

Le titulaire, ainsi que le personnel intervenant pour son compte dans l'enceinte d'un établissement pénitentiaire, devra respecter les règles de confidentialité et d'accès précisées à l'article 15 du présent CCAP.

4.8 – Fin du marché

Le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer tous les documents d'exploitation et de maintenance.

Article 5 : Vérification et admission des prestations

Les opérations de vérifications sont décrites aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS. L'admission est l'acte par lequel la personne publique accepte avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant sur site effectue au moment de la livraison les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples ne nécessitant qu'un examen sommaire.

Les vérifications approfondies seront effectuées, par l'administration, dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour les vérifications quantitatives, et de mise en service pour les vérifications qualitatives des équipements.

5.1 – Vérifications quantitatives des prestations

Les vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité commandée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme aux prescriptions du marché, le titulaire s'engage :

- soit à reprendre l'excédent
- soit à compléter la commande dans un délai de 15 jours calendaires à compter du jour de livraison à concurrence de la quantité totale prévue.

5.2 – Vérifications qualitatives des prestations

Si la fourniture livrée ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché, le pouvoir adjudicateur prononcera le rejet des matériels. Ils devront être remplacés dans un délai maximum d'un mois, suivant la mise en demeure communiquée par l'administration au titulaire.

Le titulaire est alors tenu de livrer, à ses frais, à la DISP ou à l'EP dans les meilleurs délais la commande prévue initialement.

En cas de mauvaise exécution des prestations, l'établissement établira une « fiche de non-conformité » qui sera transmise à l'Unité des Achats et des Marchés Publics de la DISP de TOULOUSE copie Département de la Sécurité et de la Détention.

Article 6 : Continuité du service

Le titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations en cas de grève, de congés ou de maladie de son personnel. Le personnel remplaçant doit avoir les mêmes références que le personnel permanent.

Pour le cas où il ne pourrait assurer lui-même la prestation, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le profil du remplaçant est indiqué dans l'offre du soumissionnaire.

Article 7 : Garantie et maintenance

Ces prestations font l'objet d'une description à l'article 3 du CCTP.

Article 8 : Formation des personnels

Le prestataire s'engage à former gratuitement, sur le site concerné ou dans ses locaux, les personnes susceptibles d'utiliser ces matériels. La durée de la formation doit être en adéquation pratique avec la production sur site.

Pour toute formation supplémentaire, qui ne pourrait être dispensée par un agent déjà formé, l'administration doit en faire la demande au prestataire, notamment pour déterminer le lieu, dans l'établissement ou sur un site du prestataire. Les frais de déplacement sont à la charge de l'administration.

Article 9 : Clause de réexamen

Le pouvoir adjudicateur, par une simple décision, se réserve le droit d'appliquer la clause de réexamen et ce qu'elle prévoit.

Il est prévu, le cas échéant, dans la clause de réexamen, la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de confier au prestataire retenu, la fourniture, l'installation et la maintenance de casiers sécurisés avec biométrie palmaire, sur les sites des établissements déjà dotés d'équipements similaires.

L'objet du présent marché dans toutes ses composantes, sera, le cas échéant, reporté sur les établissements déjà équipés. Il convient de préciser que le volet fourniture et installation concerne l'acquisition d'équipements complémentaires, la maintenance, quant à elle, concerne ces équipements complémentaires mais aussi les équipements déjà présents.

En tout état de cause, les conditions tarifaires retenues pour le présent marché, s'appliqueront, dans leur intégralité, qu'il s'agisse de la fourniture, de l'installation ou de la maintenance.

Article 10 : Clause modificative de contrat (avenant)

Conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le présent marché par voie d'avenant. Ces modifications ne peuvent changer la nature globale du marché.

Article 11 : Prix du marché

Les prix s'entendent hors taxes en euros. Ils seront conformes à ceux annoncés dans le BPU.

Il est demandé au prestataire de présenter ses catalogues général et promotionnel de tous les produits susceptibles d'intéresser les équipes de sécurité et établissements pénitentiaires.

Le prestataire indiquera le taux de remise qu'il entend pratiquer sur ces catalogues ; ainsi, ces catalogues seront réputés être des pièces intégrantes du marché.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix figurant au BPU.

Les prix seront révisés à partir de la deuxième année, lors de la date anniversaire du marché, par référence aux tarifs ou barèmes public du titulaire.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché si la révision des prix est supérieure à 5% du prix initial du marché.

L'ajustement du prix sera effectué sur le tarif public du ministère auquel est appliqué le taux de remise ferme consenti par le titulaire.

Le titulaire du marché sera tenu de produire courant décembre à la personne responsable du marché, l'évolution du tarif de l'année en cours qui fera valeur de référence pour la tarification au 1er janvier de l'année suivante. Il devra joindre ses catalogues chaque année. Il devra communiquer une copie de ces catalogues sous format « XLSX ».

A défaut de cette communication, le prix applicable sera celui initialement retenu au marché.

Article 12 : Avance

12.1 – Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant toutes taxes comprises du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux minimal de l'avance est porté à 20%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

12.2 – Garanties financières de l'avance

Sans objet.

Article 13 : Facturation et modalités de règlement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11.4 à 11.7 du CCAG-FCS.

13.1 – Facturation

La facture est établie en un exemplaire et libellée à l'ordre de l'ordonnateur des dépenses et portant obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché,
- l'identification complète du titulaire du marché (raison ou dénomination sociale, adresse),
- la date d'établissement de la facture,
- le code du service exécutant, à savoir CGFDJUS031,
- le n° d'engagement juridique qui aura été communiqué au titulaire lors de la notification du marché,
- la prestation réalisée,
- le prix unitaire HT,

- le montant total HT,
- le taux de TVA applicable et son montant,
- le montant TTC,
- les coordonnées de compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- l'apposition de la mention « original » ou « duplicata ».

Cette facture sera transmise via le portail sécurisé Chorus pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt de la facture sur le portail nécessite :

Le code du service exécutant : **CGFDJUS031**

Le numéro SIRET ETAT : 110 002 011 00044

Le numéro d'EJ qui sera communiqué ultérieurement.

13.2 – Règlement des factures

13.2.1 – Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de la facture, pour procéder à l'ordonnancement de ces sommes.

13.2.2 Comptable assignataire

Désignation du Comptable public assignataire des paiements :

Directeur Régional des Finances Publiques de Toulouse.

15 Place Occitane

31000 Toulouse

13.3 – Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€.

Le taux applicable en cas de retard de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

13.4 – Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

<h2>Article 14 : Pénalités</h2>
--

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. L'attention du prestataire est attirée sur le fait que les différentes pénalités et l'application aux frais exclusifs du titulaire pourront être cumulables entre elles et applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont imputées au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture relative à la livraison ou à la prestation suivantes. Dans le cas contraire, les services de la DISP de TOULOUSE émettront un titre de perception.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités applicables sans mise en demeure préalable, sont énumérées ci-dessous.

14.1 – Pénalités de retard

Par dérogation au CCAG FCS art 14.1, le titulaire est tenu à une obligation de réalisation et engage sa responsabilité du simple fait que l'obligation n'a pas été exécutée. Il ne peut alors échapper à sa responsabilité qu'en prouvant la survenance d'un cas de force majeure. De plus, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Une pénalité de 100 € HT par jour de retard sera appliquée pour les motifs suivants :

- Retard dans la livraison du matériel
- Retard relatif au délai d'intervention dans le cadre de la garantie ou de la maintenance
- Retard relatif à la résolution de la problématique ayant engendrée la demande d'intervention

Une pénalité de 20 € HT par jour de retard sera appliquée pour le motif suivant :

- Retard dans la transmission du contrat d'assurance du prestataire

14.2 – Pénalités pour clause diversité-égalité Femmes/Hommes

En cas de non-respect des délais de remise des questionnaires (questionnaire de démarrage et/ou de fin de contrat), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une **pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré** de retard.

14.3 – Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 15 : Confidentialité et mesures de sécurité

Le titulaire fournira à l'administration une photocopie recto/verso de la pièce d'identité, une preuve filiale de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire.

En cas d'inscription et/ou condamnation, le pouvoir adjudicateur se verra dans l'obligation de demander au prestataire de lui proposer un autre intervenant, pour lequel les mêmes formalités administratives seront requises.

L'attention des candidats est portée sur le fait que ces démarches administratives seront effectuées chaque début d'année par les structures pénitentiaires ; toute nouvelle inscription au B2 impliquera la caducité du marché, sans pénalité aucune.

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 16 : Carence du titulaire

En cas de non-respect des règles de sécurité et/ou de confidentialité, il pourra être fait application de l'article 41 du CCAG-FCS, qui prévoit la résiliation du marché aux torts du titulaire et de l'article 45 relatif à l'exécution de la fourniture aux frais et risques du titulaire du marché.

Article 17 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 18 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, dans le cadre d'un marché à bon de commande, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

D'autre part, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché de plein droit, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution, adressée au titulaire et restée sans effet pendant ledit délai. Cette résiliation impose au titulaire défaillant le surcoût engendré par la passation d'un marché de substitution pour achever les prestations faisant l'objet du marché public.

Enfin, en cas de non-respect des conditions d'accès au site pénitentiaire par les personnels du titulaire telles que prévues au cahier des clauses de sécurité, ainsi qu'en cas de manquements aux obligations de confidentialité et aux sujétions résultant de l'exploitation des locaux tels que précisées dans ce même document, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues.

Dans tous les cas, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations dès lors que l'administration l'aura informé, par courrier recommandé avec accusé de réception, de son intention de résilier le marché.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire.

Il est en outre précisé que le pouvoir adjudicateur pourra dès lors pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions décrites à l'article 45 du CCAG. Les excédents de dépenses éventuels résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au prestataire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Article 19 : Clauses complémentaires – Fermeture de l'établissement

Dans le cas où un établissement serait fermé en cours d'exécution du marché, soit de façon définitive ou momentanée (décision politique, pandémie, travaux, catastrophes naturelles, mutinerie...), le représentant du pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans les plus brefs délais par lettre recommandée avec accusé réception, pour lui notifier que le marché est suspendu ou caduque.

Le marché prendra alors fin à la date de fermeture de l'établissement ou sera suspendu le temps d'un retour à la normale.

En cas de suspension, les prestations n'étant pas réalisées, ou de façon très édulcorée, les factures mensuelles présentées par le titulaire tiendront compte de cet allègement ou de l'arrêt des prestations sur une période donnée.

Le titulaire ne pourra dans ces hypothèses prétendre à aucune indemnisation compensatrice.

Article 20 : Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

• Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs. À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

• Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

• Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations. Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

• Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

• Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédéc 353
75703 PARIS Cedex 13

Article 21 : Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 22 : Clause sociale diversité, égaconditionnalité

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. À ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors, et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire s'engage au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

❖ Modalités à réaliser après la notification du marché

Le titulaire du marché doit adresser le questionnaire **dans les 15 jours suivant la date de notification.**

Les informations renseignées dans le questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.

❖ Modalités à renseigner avant la fin du marché

Le titulaire devra présenter le bilan des résultats obtenus et des axes d'amélioration réalisés.

Le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 2 mois avant la date de fin du marché :

Article 23 : Clause pénitentiaire

Les candidats sont réputés informés des conditions particulières à leur intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du chef d'établissement et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne peuvent en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre. Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements : outre l'extrait du casier judiciaire, une enquête préfectorale sera ordonnée. Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles du code pénitentiaire suivants : D.121-4, R.123-1 et R.123-3, D.221-5, D.222-2 et D.222-3.

Article 24 : Promotion de la démarche de labélisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Article 24 : Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 14 déroge à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services

L'article 18 déroge à l'article 38 du CCAG Fournitures Courantes et Services